

N° DP 24/823

DECISION DU PRESIDENT

PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT "TERRITOIRES ADAPTÉS AU CLIMAT DE DEMAIN" EN PARTENARIAT AVEC LE CEREMA - SIGNATURE D'UN MARCHÉ EN QUASI-RÉGIE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Commande Publique, et notamment les articles L. 2511-1 à L. 2511-5,

VU le décret n° 2013-1273 du 27 décembre 2013 relatif au Cerema,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n°2022-897 du 16 juin 2022 modifiant le statut du Cerema,

VU l'article 159 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale prévoyant la possibilité pour L'État, les collectivités territoriales et leurs groupements adhérents de faire appel au Cerema en quasi-régie dans le cadre des articles L. 2511-1 à L. 2511-5 du Code de la Commande Publique,

VU la délibération n°23/02/020 du Conseil Métropolitain en date du 23 février 2023 relative à l'adhésion de la Métropole TPM au Cerema,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le titre IX de la loi 2013-431 du 28 mai 2013 portant création du Cerema,

VU la signature du Contrat de Baie de la Rade de Toulon et des Iles d'Or le 22 juin 2023,

CONSIDERANT que de longue date la Métropole Toulon Provence Méditerranée est engagée dans la prise en compte de ces enjeux d'adaptation face au changement climatique,

CONSIDERANT l'étude réalisée en 2023 par l'Agence d'Urbanisme de l'Aire Toulonnaise et du Var pour le compte de la Métropole TPM, sur l'évaluation des potentialités de végétalisation des cours d'écoles situées sur le territoire métropolitain, dans un objectif d'adaptation au changement climatique,

CONSIDERANT qu'à la suite de cette étude, certaines communes métropolitaines (La Garde, Le Pradet, Toulon, La Seyne-sur-Mer, Hyères...) ont réalisé des travaux de désimperméabilisation et de végétalisation au sein de certaines de leurs cours d'écoles,

CONSIDERANT le travail engagé en 2023 par la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour la prise en compte de la surchauffe urbaine dans le réaménagement des espaces publics de deux secteurs des centres-villes de Toulon et de La Seyne-sur-Mer,

CONSIDERANT que les effets du changement climatique dans les territoires sont déjà importants et que les rapports du GIEC montrent que la menace risque de s'aggraver,

CONSIDERANT que la prise en compte de la trajectoire +4°C d'ici à la fin du siècle nécessite d'embarquer l'ensemble de la société, avec une forte mise en mouvement des acteurs territoriaux et que cela implique de travailler différemment, en favorisant la transversalité et une approche plus systémique,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a pour ambition de garantir une accessibilité universelle, et en toutes saisons, à des espaces publics de qualité, accueillants, agréables, permettant la rencontre, le partage et la solidarité, en toute sécurité,

CONSIDERANT que le programme du CEREMA « Territoires adaptés au climat de demain », dont l'objectif est d'accompagner 25 collectivités volontaires pour consolider et amplifier leurs stratégies et plans d'action en matière d'adaptation au changement climatique, présente un très grand intérêt.

DECIDE

ARTICLE 1

DE SIGNER un marché en quasi-régie avec le CEREMA, dans le cadre du programme d'accompagnement « Territoires adaptés au climat de demain », dont l'objet est la mise en place d'une stratégie locale d'adaptation des espaces publics au changement climatique. Le détail des missions confiées au CEREMA est décrit dans la proposition technique en annexe 1.

ARTICLE 2

DE DIRE que le coût total de la prestation s'élève à la somme de 70 205 € HT, que le montant dû par la Métropole est de 52 278,50 € HT et que les crédits sont inscrits à l'opération n°762 du Budget Principal 2024 (et suivants).

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

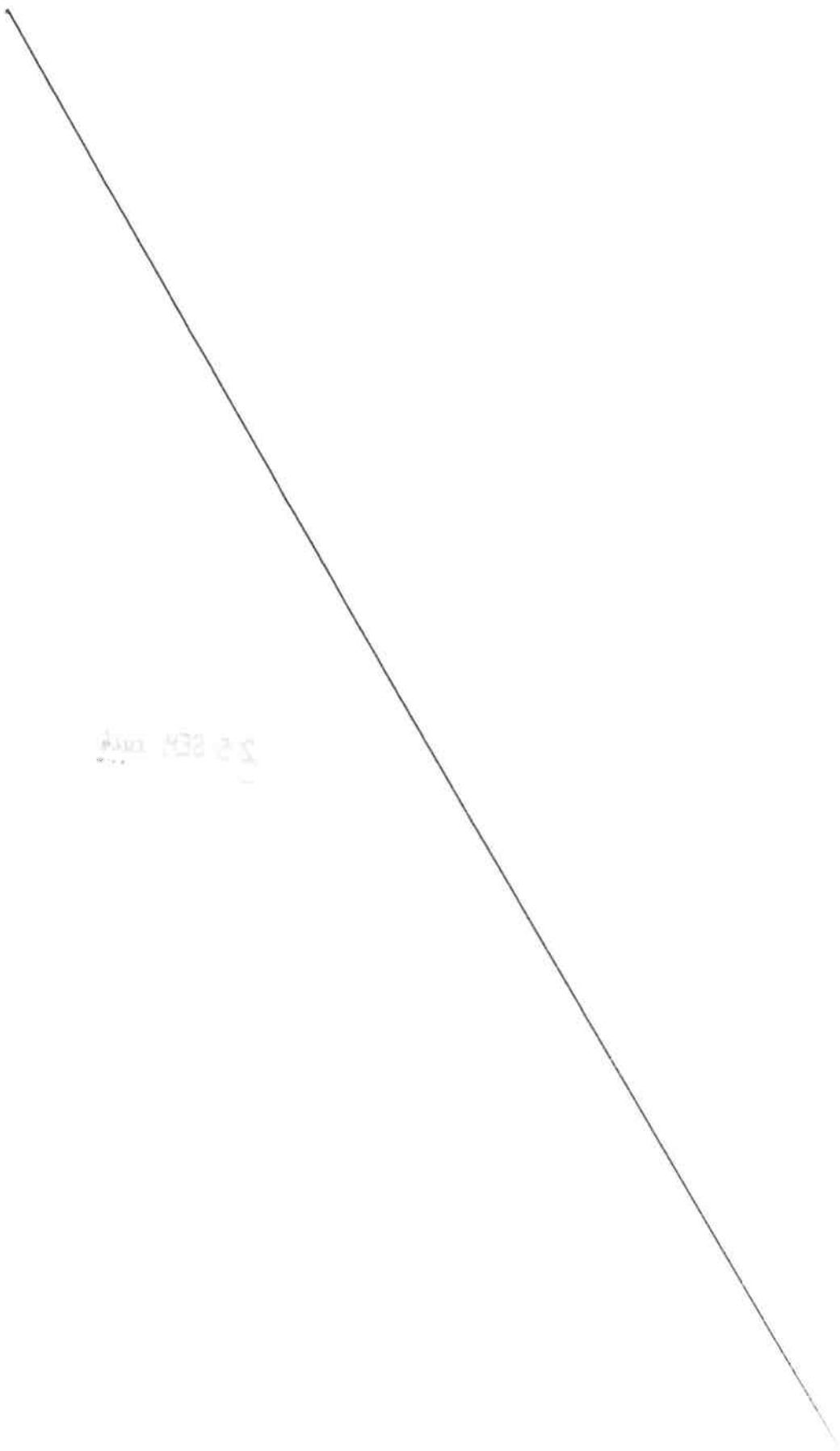
Fait à Toulon, le 25 SEP. 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, written over the official stamp and text of the President of the Métropole.



25 SEP 1964



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



Cerema
CLIMAT & TERRITOIRES OF DEMAIN



MÉTROPOLE
TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

MARCHE EN QUASI-REGIE : PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT « TERRITOIRES ADAPTÉS AU CLIMAT DE DEMAIN »

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM), dont le siège est sis 107 boulevard Henri Fabre, 83000 TOULON, représentée par son Président Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par décision Président du n°

ci-après dénommé « la Métropole TPM », ou « la Métropole »,

d'une part,

et

Le Centre d'Etudes et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité, et l'Aménagement (Cerema), établissement public de l'Etat, représenté par Mme Laure VERNEYRE, en sa qualité de Directrice de la direction territoriale Méditerranée, Adresse de correspondance : Pôle d'activités Les Milles 30 av Albert Einstein CS70499, 13593 Aix-en-Provence Cedex 3 immatriculé sous le n° SIRET 130 018 310 00131, code APE 8413Z,

ci-après dénommé « le Cerema »,

d'autre part,

désignés individuellement comme la Partie et collectivement comme les Parties,

Vu le Code de la commande publique, et notamment les articles L. 2511-1 à L. 2511-5 ;

Vu le titre IX de la loi 2013-431 du 28 mai 2013 portant création du Cerema ;

Vu le décret n° 2013-1273 du 27 décembre 2013 relatif au Cerema ;

Vu l'article 159 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale prévoyant la possibilité pour L'État, les collectivités territoriales et leurs groupements adhérents de faire appel au Cerema en quasi-régie dans le cadre des articles L. 2511-1 à L. 2511-5 du code de la commande publique ;

Vu le décret n°2022-897 du 16 juin 2022 modifiant le statut du Cerema ;

Vu la délibération n°23/02/020 du Conseil Métropolitain en date du 23 février 2021 relative à l'adhésion de la Métropole TPM au Cerema.

Le présent marché est conclu sans publicité ni mise en concurrence compte-tenu de l'existence d'un lien de quasi-régie entre la Métropole TPM et le Cerema.

En effet la quasi-régie conjointe, permise par l'article 159 de la loi 3DS, autorise les collectivités adhérentes à attribuer des marchés publics au Cerema par simple voie conventionnelle, sans application des obligations de publicité et de mise en concurrence.

Table des matières

| | |
|---|---|
| Préambule | 2 |
| Article 1 – Objet du marché..... | 3 |
| Article 2 – Pièces contractuelles du marché | 3 |
| Article 3 – Propriété intellectuelle | 3 |
| Article 4 – Prix | 4 |
| 4.1 – Montant du marché et coût de la prestation | 4 |
| 4.2 – Modalités de règlement des comptes | 4 |
| 4.2.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs | 4 |
| 4.2.2 – Présentation des demandes de paiement | 4 |
| Article 5 – Entrée en vigueur et durée du marché..... | 6 |
| Article 6 – Modifications des clauses du marché..... | 6 |
| Article 7 – Résiliation | 6 |
| Article 8 – Règlement des litiges | 6 |

Préambule

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a pour ambition de **mettre en adéquation l'ensemble de ses champs d'intervention et de ses compétences avec l'enjeu de l'adaptation au changement climatique**. De longue date, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est engagée dans la prise en compte de ces enjeux, mais il convient désormais de donner un **cadre global et cohérent pour synthétiser et amplifier toutes les actions menées au service d'une trajectoire dûment identifiée**.

La mission est donc de définir une stratégie d'aménagement urbain qui prenne en compte les politiques sectorielles et les équipes par :

- 1) La réalisation et la consolidation du diagnostic des impacts du changement climatique sur l'aménagement ?
- 2) L'identification des enjeux majeurs d'adaptation, déclinés dans un plan d'action opérationnel, s'appuyant sur une **trajectoire d'adaptation**.

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée, la stratégie d'adaptation devra intégrer les dimensions suivantes :

- L'implication des différents services de la collectivité et des élus concernés (favorisant la transversalité),
- La mobilisation des parties prenantes (notamment les communes membres de la Métropole TPM),
- La participation des citoyennes et des citoyens.

La prestation d'accompagnement contribuera au développement expérimental d'une méthodologie d'élaboration d'une stratégie territoriale d'adaptation des espaces publics au changement climatique

associant :

- Des appuis « techniques » du Cerema (thématiques ou intégrateurs au sens de projet de territoire **transversal**) pour construire le contenu des stratégies et projets de transition,
- Un appui aux conditions de réussite de la transition en matière de mobilisation et coopération des collectivités et des différents acteurs par la Fabrique des Transitions.

A cette fin, une animation collective est proposée aux territoires participant au programme « Territoires adaptés au climat de demain » pour se former, partager et stimuler les avancées. La Métropole Toulon Provence Méditerranée **bénéficie** de cette animation collective et s'**engage** à participer aux rencontres prévues en présentiel (4 réunions) et aux webinaires en distanciel (entre 8 et 10 webinaires).

Les résultats issus de ces temps collectifs, seront capitalisés et valorisés en vue d'un essaimage national des méthodes, processus et projets développés.

Les Parties souhaitent par le présent contrat définir leurs relations dans le cadre d'un marché passé en quasi-régie.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet du marché

Le présent marché fixe les droits et obligations des Parties ainsi que les termes et conditions applicables au marché intitulé *Programme d'accompagnement Territoires adaptés au climat de demain*.

Le détail des missions confiées au Cerema est décrit en annexe 1.

Article 2 – Pièces contractuelles du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre décroissant de priorité. En cas de contradiction entre deux ou plusieurs pièces, celle qui fait foi est celle qui précède la ou les autres dans la liste précédente :

- Le présent marché,
- La proposition technique et financière comprenant les modalités de la prestation, le planning, les coûts et les conditions générales d'intervention du Cerema,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G – PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Article 3 – Propriété intellectuelle

3.1 – Propriété des connaissances antérieures

Chacune des Parties conserve la pleine et entière propriété de ses connaissances antérieures, c'est-à-dire toutes les informations et connaissances techniques ou scientifiques de quelque nature que ce soit, et notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, logiciels, les dossiers, plans, schémas, dessins, formules ou tout autre type d'informations et connaissances, sur quelque support et sous quelque forme que ce soient, brevetables ou non, ou brevetées ou non, et plus généralement protégées ou non ou « protégeables » ou non au titre d'un droit de propriété intellectuelle, et appartenant à une partie ou détenues par elle, avant la date d'effet du marché ou développées ou acquises par elle postérieurement à la date d'effet du marché mais indépendamment de l'exécution du marché.

3.2 – Propriété des résultats

L'article 35 du « Régime des droits de propriété intellectuelle » du cahier des clauses administratives générales NOR : ECOM2106874A applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles s'applique au présent marché.

À ce titre, le Cerema concède au pouvoir adjudicateur un droit de propriété intellectuelle à titre non exclusif sur les résultats.

Article 4 – Prix

4.1 – Montant du marché et coût de la prestation

Le coût total de la prestation s'élève ainsi à la somme de 73 900 € HT selon le détail repris dans la proposition technique et financière en annexe.

En sa qualité d'adhérent du Cerema, la Métropole Toulon Provence Méditerranée bénéficie d'une remise de 5 % du coût total HT de la prestation. Soit un montant remis de 70 205 € HT

Il fait l'objet d'un cofinancement entre les parties.

Le Cerema contribue sur ses fonds propres à hauteur de 30 % de ce montant (hors sous-traitance), soit 17 926.5 € HT

Le montant dû par la collectivité est de 52 278,50 € H.T

La prestation est soumise à l'application de la TVA au Taux en vigueur.

Soit 62 734,20 € TTC

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres relatives à la prestation ainsi que tous les frais liés au suivi administratif, à la conception et la livraison des livrables, à la rémunération des collaborateurs, à leur frais de déplacements et d'hébergement (hors déplacements exceptionnel).

4.2 – Modalités de règlement des comptes

4.2.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes, dans les conditions prévues à l'article L.2191-4 du Code de la commande publique.

Le montant de l'acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Les prestations seront réglées par acompte mensuel ou trimestriel (conformément à l'article R2191-22 du Code de la commande publique) en fonction de l'état d'avancement des prestations sur justificatifs produits par le titulaire à l'appui de sa demande d'acompte.

4.2.2 – Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur

le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par **échange** de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'**indication**, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Identifiant de la structure publique (SIRET) : 24830054300217 budget principal

- Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix forfaitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt des factures sur Chorus doit être obligatoirement accompagné du n° de SIRET du budget principal de T.P.M, du code du service concerné et du n° d'engagement. Ces données seront communiquées au titulaire après la notification.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur public de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Article 5 – Entrée en vigueur et durée du marché

La durée du marché commence à courir à compter de la date de notification de celui-ci au Cerema et pour une durée de 18 mois.

La durée globale de la mission est estimée à 16 mois à compter de la notification du marché.

En tout état de cause, la durée globale de la mission ne pourra excéder 19 mois à compter de la notification du marché.

Article 6 – Modifications des clauses du marché

D'un commun accord entre les Parties, la durée de chaque phase peut être ajustée en fonction des plannings précis de réalisation. Toute augmentation de la durée du marché fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Article 7 – Résiliation

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des Parties, du C.C.A.G – PI, ou en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des Parties, des engagements réciproques inscrits dans le présent marché, celui-ci peut être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Un décompte de résiliation est dans ce cas établi d'un commun accord par les Parties.

Article 8 – Règlement des litiges

Les Parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution des prestations du présent marché. Elles disposent d'un délai de 3 mois à compter de la réception du

premier courrier de l'une des parties faisant part de son désaccord à l'autre partie pour aboutir à une solution amiable.

En cas de désaccord persistant, les Parties portent le litige devant le tribunal administratif compétent.

Fait à, le.....

Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, La directrice de la Direction Territoriale Méditerranée du Cerema,

Jean-Pierre GIRAN

Laure VERNEYRE

Signature
numérique de
Laure VERNEYRE
3310003936v1
Date : 2024.09.03
'11:16:49 +02'00

La Direction
Territoriale Méditerranée
du Cerema
Laure VERNEYRE

Annexe 1 : Proposition technique et financière

**PROPOSITION TECHNIQUE
SIMPLIFIEE**

Stratégie locale d'adaptation des espaces publics au changement climatique

Informations administratives

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son président M. Jean-Pierre Giran

Contact : Sébastien Ruvira
Directeur du PLU Intercommunal
DGA Développement durable et valorisation du territoire

sebruvira@metropoletpm.fr
06 22 80 34 39

Hôtel de la Métropole, 107 Bd Henri Fabre – CS 30536
83 041 Toulon Cedex 9

L'expression du besoin

Objectifs de l'accompagnement

Les effets du changement climatique dans les territoires sont déjà importants et les rapports du GIEC montrent que la menace va s'aggraver. Les territoires subissent déjà de plein fouet les conséquences multiples du changement climatique : canicules sévères, longues et répétées qui accentuent le phénomène d'îlot de chaleur urbain, récoltes agricoles souffrant de sécheresses aiguës et prolongées, risques d'inondation, de submersion, de mouvements de terrain, d'incendies mettant en péril les vies et activités humaines ainsi que la biodiversité...

Le 6^{ème} rapport du GIEC publié en mars 2023 est sans appel, au regard des politiques actuelles, nous allons vers un monde à +3°C minimum (+4°C en France hexagonale). Les effets du changement climatique sont déjà visibles et vont s'intensifier. Face à ce constat, outre l'indispensable réduction des émissions de GES, plusieurs enjeux deviennent essentiels :

- S'adapter est une nécessité pour réduire les impacts négatifs sur le territoire et garantir un environnement sain et viable pour la population ;
- Promouvoir une adaptation juste, équitable et inclusive pour ne laisser personne sur le côté ;
- Encourager une approche systémique et multisectorielle pour embarquer toutes les citoyennes et tous les citoyens.

Pour cela, accompagner et outiller les collectivités sur le sujet est essentiel car si le changement climatique est global, ses conséquences s'expriment différemment d'un territoire à un autre.

La prise en compte de la trajectoire +4°C nécessite d'embarquer l'ensemble de la société civile, avec une forte mise en mouvement des acteurs territoriaux. Cela implique de travailler différemment, en favorisant la transversalité et une approche plus systémique. Aussi, les objectifs de ce programme sont les suivants :

- **ANTICIPER** : en accompagnant la montée en compétence des collectivités dans la durée pour leur permettre d'anticiper les impacts du changement climatique à long terme et mettre en récit l'adaptation.
- **MOBILISER** : en impliquant les élus, l'ensemble de la collectivité et plus largement en mobilisant un écosystème d'acteurs, en particulier les citoyennes et citoyens et les partenaires du territoire, pour aboutir à une transformation systémique.
- **COOPÉRER** : en incluant la collectivité comme co-auteur du processus pour aboutir à une stratégie opérationnelle. Mais également en avançant ensemble (échanges pair-à-pair) et en misant sur le collectif pour se soutenir et progresser en matière de coopération territoriale et de conduite du changement.

Aussi, la participation de la Métropole Toulon Provence Méditerranée au programme sera transformatrice : elle deviendra véritablement actrice du changement dans le cadre d'un partenariat large et d'un accompagnement individuel et collectif.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a pour ambition de **construire une stratégie locale d'adaptation des espaces publics au changement climatique.**

A travers ce programme pour une stratégie locale d'adaptation des espaces publics au changement climatique, l'ambition de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est de promouvoir une métropole résiliente et inclusive, qui garantit une accessibilité universelle et en toutes saisons, à des espaces publics de qualité, accueillants, agréables, permettant la rencontre, le partage et la solidarité, en toute sécurité.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée mène déjà de nombreuses actions pour des espaces publics résilients face au changement climatique. Par elles, citons :

- La création de Quartiers Durables Méditerranéens (QDM) : Chalucet à Toulon (extension du parc Alexandre 1^{er} de 1,6 à 2 ha), La Loubière à Toulon (création ex-nihilo d'un parc urbain de 1,6 ha sur une ancienne friche industrielle),
- La création d'Ecoquartiers : Font-Pré à Toulon, La Crestade à Hyères (lieu de fraîcheur résilient au changement climatique par la prise en compte des questions d'inondation par ruissellement),
- La mise en place de revêtements clairs à albédo élevé lors de la création ou de la réfection de voiries métropolitaines,
- La modification des **essences** d'arbres dans les plantations d'alignement,
- La végétalisation d'espaces publics : mise en place d'ombrières végétalisées sur la dalle du parking souterrain Facultés-Centre de Toulon
- La désimperméabilisation d'espaces publics : démolition de bâtiments situés dans le Parc des Lices à Toulon et végétalisation des espaces libérés de toute construction, désimperméabilisation de parkings comme au front de mer ou à l'Aiguade à Hyères, le parking « Profer » à La Seyne-sur-Mer ou encore le parking Font-Pré à Toulon.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut également capitaliser le travail déjà engagé par la DGA Habitat, Solidarités et Citoyenneté pour la prise en compte de la **surchauffe** urbaine dans le réaménagement des espaces publics de deux secteurs des centres-villes de Toulon et de La Seyne-sur-Mer.

Extrait du rapport du Cerema : <https://www.cerema.fr/fr/projets/concevoir-espaces-publics-resilients-prendre-compte>

- de 75 à 90% de nuits tropicales pendant l'été 2023 (dont 30 à 40% induites par le contexte urbain).
- inconfort thermique en journée aggravé par la minéralité des espaces publics, leur occupation par les véhicules (roulants et en stationnement), l'absence d'ombrages, le manque ou l'inhospitalité de zones refuges

La réalité de la surchauffe urbaine met en évidence la nécessité d'agir partout où c'est possible.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée élabore actuellement son Plan Climat Air Energie territorial.

Elle s'apprête également à lancer l'élaboration de son premier Plan Local d'Urbanisme intercommunal qui sera placé sous le signe de l'adaptation au changement climatique. Dans le futur PLUi, il est envisagé de réaliser une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) « Qualité des espaces publics » pour intégrer les enjeux du dérèglement climatique et de l'érosion de la biodiversité dans l'aménagement de l'espace public.

La Métropole souhaite également faire évoluer les pratiques de conception, d'aménagement et de réaménagement des espaces publics de ses services ainsi que des différentes maîtrises d'ouvrage qui interviennent sur son territoire.

Il convient désormais de donner un **cadre global et cohérent pour synthétiser et amplifier toutes les actions menées au service d'une trajectoire dûment identifiée.**

Les 3 dimensions du programme adaptation du Cerema

Sur une durée de 16 mois, le Cerema, associé à la Fabrique des Transitions, propose à la Métropole Toulon Provence Méditerranée un accompagnement au « passage à l'action », qui comprendra aussi un travail collectif en cohortes multi-territoires pour échanger et stimuler les avancées entre collectivités.

Cet accompagnement au passage à l'action consistera à outiller et accompagner la montée en compétence du territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et doit permettre la réalisation de la stratégie d'adaptation des espaces publics au changement climatique. La montée en compétence sera réalisée en 16 mois grâce à un accompagnement individuel et des séances d'échanges entre territoires, capitalisée à l'échelle nationale.

Ainsi, le programme du Cerema impliquera la collectivité sur trois niveaux complémentaires qui se dérouleront en parallèle :

- Une animation collective pour se former, partager et stimuler les avancées ;
- Un accompagnement individuel pour aboutir à une stratégie locale d'adaptation des espaces publics ;
- Une capitalisation des méthodes et bonnes pratiques pour massifier le changement. Il est attendu que les territoires retenus soient « ambassadeurs » de la démarche et une source d'inspiration pour d'autres, et que leur transformation permette de valoriser l'ensemble des travaux sous de nombreuses formes (webinaires nationaux *in itinere*, alimentation du Centre de Ressources sur l'Adaptation au Changement Climatique et animation via la plateforme [Expertises.Territoires](#)).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'impliquera dans ces trois niveaux et contribuera avec ses productions à l'ensemble du programme.

Proposition

Conformément à la demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, la présente proposition technique porte sur l'accompagnement à l'élaboration d'une stratégie d'adaptation des espaces publics du territoire. Le travail sera donc mené avec les agents de la collectivité, et ce, en lien avec deux élus référents. Le travail sera ainsi circonscrit au mieux afin d'amorcer un changement de culture interne à la collectivité. Nous rappelons toutefois que les dimensions techniques des politiques publiques sont intrinsèquement liées à leur dimension politique. De fait, le travail mené est susceptible de venir interroger la trajectoire de transition écologique du territoire dans son ensemble.

Au regard des besoins exprimés par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le Cerema propose une mission d'accompagnement constituée de 4 volets.



La démarche d'accompagnement se construit autour d'une centralité : un dispositif de gouvernance et de capitalisation (volet 1) qui se nourrira des différents volets pour en démultiplier l'appropriation et la diffusion. Ce volet comprend les travaux collectifs en cohorte organisés avec les autres lauréats du programme.

Les diagnostics initiaux (volet 2) : diagnostic sensible de la Fabrique des Transitions et diagnostic des impacts aménagement du changement climatique, qui alimenteront le lancement de la démarche.

Les expérimentations sur les territoires métropolitains (volet 3) partiront des pratiques des acteurs internes et externes et contribueront à les faire évoluer de manière coordonnée et concertée vers des modes de faire garantissant sur le long terme l'habitabilité des espaces publics et la qualité de vie urbaine.

La démarche se prolonge sur le plan stratégique (volet 4) par la traduction de ses enseignements dans une OAP « Qualité des espaces publics », en lien avec l'agence d'urbanisme de l'aire toulonnaise et du Var, l'audat.var.

Toutes les formes de travail proposées par le Cerema sont participatives et utilisent des méthodes qui favorisent l'intelligence collective. Celles-ci se basent sur des principes sains et clairs de communication, des conditions de travail qui favorisent la coopération, l'identification d'opportunités nouvelles (ouverture du champ des possibles), et la contribution au service du collectif.

Déroulé détaillé de l'accompagnement

1) Volet 1 : Dispositif de gouvernance et de capitalisation



Ce volet est le volet central de l'accompagnement. C'est à travers lui que les travaux de chacun des volets pourront trouver des traductions opérationnelles dans l'ensemble des directions et des services qui participent au projet.

Le pilotage sur projet est assuré par un binôme de référents :

Sébastien Ruvira, directeur du PLU Intercommunal au sein de la DGA Développement durable et valorisation du territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Céline Bigi, cheffe de projet expertise territoriale intégrée à la direction territoriale Méditerranée du Cerema

Le binôme de référents peut compter sur l'implication d'un comité technique, dit COTECH, missionné pour cet accompagnement et constitué de :

- pour la Métropole, de Rudy Nicolau, directeur adjoint des services techniques, Christine Morice DGA Développement durable et valorisation du territoire, Christelle Maddalena DGA Habitat, Solidarités et Citoyenneté et Alexis Villemin, DGA Aménagement, Ports, Mobilités et Energies
- pour le Cerema, de Sylvain Bouquet, expert projections climat et biodiversité, de Mathieu Luzerne, expert innovations et voiries urbaines et de Florence Orillard, experte aménagement urbain

Le COTECH du projet s'appuie sur et coordonne les groupes de travail spécifiques mis en place pour chacun des volets/sous-volets suivants :

- Travaux collectifs en cohorte
- Diagnostic sensible de la Fabrique des Transitions
- Diagnostic impacts du changement climatique sur l'aménagement des espaces publics
- Site d'expérimentation n°1
- Site d'expérimentation n°2
- Expérimentation voirie
- OAP « Qualité des espaces publics »

Le COTECH pilote **4 séminaires de gouvernance et de capitalisation**.

Conçus et animés par le Cerema, ces séminaires de gouvernance et de capitalisation rassemblent l'ensemble des directions et services internes à la Métropole ainsi que les collectivités et partenaires (SEM, SPLA, bailleurs...) qui contribuent à l'aménagement, l'entretien et la gestion des espaces publics sur le territoire métropolitain.

L'objectif de ce volet est d'abord d'accompagner une montée en compétence de la collectivité et de ses partenaires sur l'adaptation au changement climatique de ses espaces publics, qui doivent être en capacité d'analyser ses politiques ou ses projets à travers un prisme adaptation (contribuant à un « réflexe climat »), de mettre en œuvre la stratégie élaborée et de l'adapter aux évolutions du climat.

Ensuite, il doit permettre de soutenir la capacité de la Métropole à porter et réellement piloter la transformation du territoire interne et externe que requiert l'adaptation : mobilisation et coopération des acteurs, appropriation du sujet par les élus mais aussi des liens avec une communauté de territoires et d'acteurs engagés dans l'adaptation au changement climatique.

Enfin, il vise un accompagnement au passage à l'action dont les effets perdurent après la fin de la démarche.

Organisation politique dédiée :

Le portage politique de l'élaboration de la Stratégie locale d'adaptation au changement climatique de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est assuré par M. Gilles Vincent, 5^{ème} Vice-Président de la Métropole délégué à la Protection de l'environnement, au développement durable et à la transition écologique et énergétique. En fonction des thématiques traitées, d'autres élus pourraient être associés (aménagement, développement économique...).

Le premier séminaire de gouvernance et de capitalisation est un séminaire de lancement, organisé en novembre ou décembre 2024, afin de partager et consolider les diagnostics du volet 2 qui orienteront les priorités à donner dans la suite de l'accompagnement, partager les travaux prévus dans les volets 3 et 4 et de conforter les modalités permettant d'en maximiser les effets.

Le deuxième et le troisième séminaires sont organisés dans le courant de l'année 2025 afin de restituer les résultats de l'accompagnement (terminés ou en cours) sur les volets 3 et 4, de les consolider pour en décupler l'appropriation et les effets.

Ces séminaires pourront inclure le suivi des préconisations formulées par le Cerema sur les deux zones projet déjà expertisées dans les centres-villes de Toulon et de La Seyne-sur-mer. De même, si la Métropole est lauréate de l'AMI Drac/Dreal « Le + fraîcheur », le site retenu dans le cadre de cet AMI pourra également être suivi en séminaire de gouvernance et de capitalisation

Le dernier séminaire est organisé fin 2025 et vise à la capitalisation de l'ensemble des volets de l'accompagnement, y compris des livrables du volet 1, et à co-définir les **engagements** et les modalités qui permettront à la démarche de perdurer au-delà de l'accompagnement du Cerema.

Participation aux **travaux collectifs en cohorte**

Au-delà de ces temps dédiés à la mise en place d'une gouvernance et d'une capitalisation de la démarche sur le territoire, la collectivité participe à des temps d'animation collective du programme portés par le Cerema et la Fabrique des transitions. Ainsi, les accompagnements individuels nourriront et se nourriront de la force du collectif animé par le Cerema et la Fabrique des Transitions. Chaque **promotion** bénéficiera de :

1. Temps communs, notamment des conférences thématiques (sur le climat, sur les nouvelles coopérations, sur des retours d'expériences inspirants, etc.).

2. Temps d'échanges entre territoires sur des sujets similaires (avec des « cohortes » plus petites, d'une dizaine de territoires), permettant d'aller encore plus loin dans la résolution de problèmes : conseils, **échanges** pairs-à-pairs, partage de réussites ou de difficultés, définition de solutions communes, etc.

La Fabrique des transitions animera notamment certains temps spécifiques dédiés aux **territoires** qui auront bénéficié du diagnostic sensible, avec :

- D'une part des temps de travail entre pairs de plusieurs territoires (les élus, les agents, les services de l'Etat, les acteurs socio-économiques comme par **exemple** le Conseil de Développement de TPM),
- D'autre part une agora entre pairs (en présentiel) mettant en dialogue ces groupes de pairs entre eux et permettant une expression collective allant au-delà des positionnements locaux.

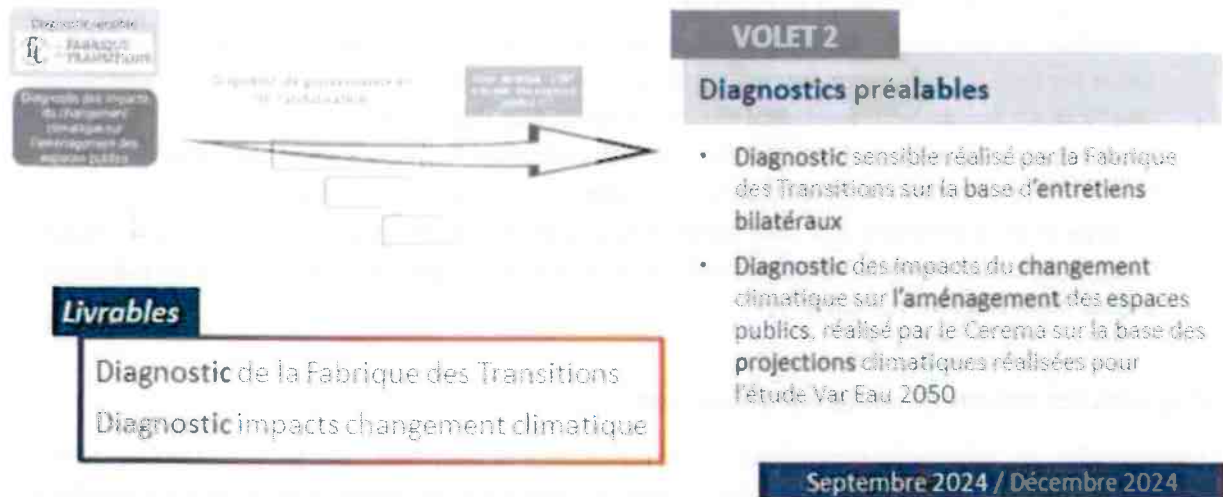
Ce volet représente environ 27,5 jours de travail

LIVRABLES du volet 1 :

- Fiches de recommandations par espaces publics types (avec distinction court terme / moyen terme)
- Cahier méthodologique sur le processus de fabrication des espaces publics

Calendrier prévisionnel de ce volet : de septembre 2024 à décembre 2025

2) Volet 2 : Diagnostics de démarrage de l'accompagnement



2.1 Diagnostic sensible (Fabrique des Transitions)

En début de projet, la Fabrique des Transitions réalise un accompagnement individuel du territoire visant à renforcer la gouvernance de l'adaptation au changement climatique. Pour cela, la Fabrique des transitions formalisera un « diagnostic sensible » qui vise à comprendre les cadres de pensée, d'organisation et d'action des territoires et des acteurs en la matière. Il s'agit de comprendre comment on coopère sur le territoire (en interne entre élus, entre services, entre élus et services, mais aussi en externe avec les acteurs du territoire), comme on se représente l'adaptation au changement climatique, si les sujets sont abordés de manière systémique, quels sont les points d'appui et les points de faiblesse opérationnels... Ce diagnostic sensible s'intéresse aux conditions de portage et de pilotage de l'adaptation au changement climatique, au-delà de l'affichage officiel : niveau d'ambition, différentes représentations, existence ou non d'une vision partagée, puis s'intéresse aux conditions de portage de cette adaptation au changement climatique (gouvernance, coopération, mise en œuvre...).

Ce diagnostic sensible s'articulera finement sur le terrain en complémentarité avec la mission d'accompagnement du Cerema (entretiens communs, réunions communes) et vise à produire une hybridation des ingénieries entre Cerema et Fabrique des transitions. Composé de 11 jours de travail, il comporte les travaux suivants :

- Rencontre préalable avec le n°1 d'exécutif et son équipe rapprochée pour définir les contours et l'angle du diagnostic sensible, établir la cartographie des acteurs à rencontrer, stabiliser le calendrier et l'organisation logistique du diagnostic
- Diagnostic sensible de portage et pilotage d'une transition systémique sur la base d'une 15aine d'interviews avec les acteurs de 4 natures différentes (« 4 fantastiques ») : élus, agents, services de l'Etat, acteurs socio-économiques
- Articulation avec le diagnostic de vulnérabilité Cerema : croisements de terrain entre l'analyse des impacts locaux du changement climatique (sensibilité, capacité d'adaptation) et l'analyse de représentation et de gouvernance du diagnostic sensible :
 - participation au comité de pilotage local de lancement de la démarche
 - ajustement du guide d'entretien et du choix des personnes interviewées aux problématiques locales d'adaptation au changement climatique pressenties
 - croisement entre les résultats du diagnostic sensible et ceux du diagnostic des impacts aménagement du changement climatique du Cerema

- lien entre les recommandations du diagnostic sensible et la définition des trajectoires d'adaptation : identification des avancées, des éventuels freins restants, des évolutions de gouvernance à mettre en chantier
- Formalisation du rapport de diagnostic sensible, sur la représentation de l'adaptation et la mobilisation locale sur l'adaptation, les jeux d'acteurs et la gouvernance interne et externe sur ces sujets, faisant le diagnostic de la situation locale ainsi que des propositions d'évolution
- Restitutions : pré-restitution au chef de l'exécutif, restitution aux personnes interviewées et restitution élargie, au comité de pilotage local de la démarche et aux personnes invitées
- Échange avec le territoire à 3 mois après la restitution finale du diagnostic sensible pour faciliter la pérennisation des évolutions de gouvernance et adapter cette gouvernance à la mise en pratique de la gestion adaptative du territoire

2.2 Diagnostic des impacts du changement climatique

Le Cerema réalise, sur la base des projections fines du changement climatique réalisées dans le cadre de l'étude Var eau 2050, un diagnostic des impacts du changement climatique sur l'aménagement des espaces publics dans le territoire métropolitain.

Ce diagnostic des impacts du changement climatique sera consolidé en lien avec le diagnostic sensible de la Fabrique des transitions et lors de travaux du premier séminaire de gouvernance et de capitalisation.

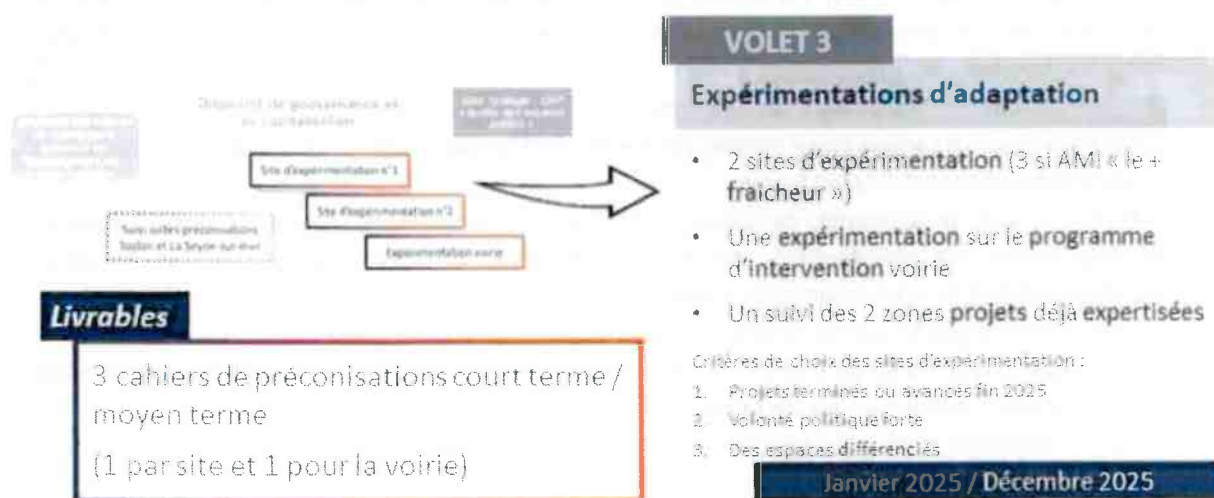
Ce volet représente environ 12,5 jours de travail (11 Fabrique des transitions et 1,5 Cerema)

LIVRABLES de ce volet :

- Diagnostic sensible
- Diagnostic des impacts du changement climatique dans le domaine de l'aménagement sur le territoire métropolitain

Calendrier prévisionnel de ce volet : de septembre à décembre 2024

3) Volet 3 : Expérimentations d'adaptation



Il s'agirait d'expérimenter concrètement la prise en compte de la surchauffe urbaine et l'adaptation au changement climatique dans la conception, la gestion et l'entretien de différents types d'espaces publics (places, voirie, à aménager, à réaménager etc.) portés par différentes maîtrises d'ouvrage (Métropole TPM, Département du Var, SEM, SPLA, bailleurs sociaux, EPF Paca...), chacune ayant sa sensibilité face aux impacts réels et à venir du changement climatique.

Les sites d'expérimentation sont identifiés le plus en amont. L'idée est d'avoir des espaces de nature assez différentes, voire sous deux maîtrises d'ouvrage différentes.

Le sous-volet expérimentation voirie se base sur une partie du programme de travaux 2025 de la Métropole

Chacun de ces trois sous-volets fait l'objet de la constitution d'un groupe de travail dédié mobilisant notamment tout ou partie de l'équipe projet Cerema/Métropole autour d'un diagnostic préalable, d'une visite sur site et, pour l'équipe Cerema, d'une expertise transversale approfondie et d'un atelier de travail de partage/consolidation des préconisations.

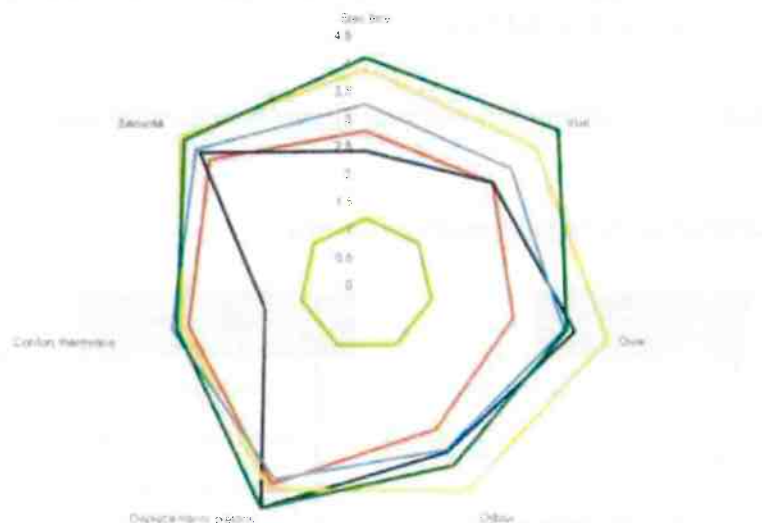
Cette expertise Cerema donne lieu à la formalisation d'un cahier de préconisations (axé court terme / moyen terme) qui sera également restitué en séminaire de gouvernance et de capitalisation.

Ce volet prévoit la conception et l'animation de 3 dispositifs de concertation (balades sensibles, ateliers projectifs...) qui peuvent mixer des publics techniciens, élus, habitants, et dont l'objet et la portée sera soigneusement cadrée avec l'équipe projet en amont.

Un exemple de méthode de travail participative déjà mobilisée par le Cerema sur le territoire métropolitain : la balade urbaine ou balade sensible

UN ATELIER EN 3 PARTIES

- 1 Une balade pour sortir de sa posture **habituelle** et **prendre** le temps de « **ressentir** » la ville
- 2 Des apports **techniques**
- 3 Un **brainstorming** en **sous-groupes** sur les **solutions**



Les ateliers projectifs peuvent nécessiter que la Métropole fasse appel à une prestation complémentaire de paysagiste concepteur.

Ce volet représente environ 33,5 jours de travail

LIVRABLES de ce volet :

- cahier de préconisations court terme / moyen terme site d'expérimentation n°1
- cahier de préconisations court terme / moyen terme site d'expérimentation n°2
- cahier de préconisations court terme / moyen terme voirie

Calendrier prévisionnel de ce volet : de janvier à décembre 2025

4) Volet 4 : Traduction stratégie locale : préconisations pour l'OAP « Qualité des espaces publics »



Traduction stratégique de l'accompagnement, le niveau d'ambition de ce volet sera travaillé avec le séminaire de gouvernance et de capitalisation.

L'appui à la rédaction de l'OAP « Qualité des espaces publics » se fera en lien étroit avec l'audat.var.

Ce volet représente environ 6,5 jours de travail

LIVRABLES de ce volet :

- synthèse des travaux et des préconisations de l'accompagnement pouvant alimenter l'AOP « Qualité des espaces publics »

Calendrier prévisionnel de ce volet : de janvier à décembre 2025

Composition de l'équipe projet du Cerema



D'autres experts du Cerema pourront être mobilisés sur certains volets plus thématiques.

L'allié de la Fabrique des transitions pressenti pour réaliser le diagnostic sensible sera identifié en accord avec la Métropole TPM.

Méthode, référence, moyens mobilisés par le Cerema

Le Cerema est un établissement public de l'État à caractère administratif (EPA) sous la tutelle conjointe du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. Il a été créé le 1^{er} janvier 2014 par la loi n°2013-431 du 28 mai 2013.

Le Cerema développe des relations étroites avec les collectivités territoriales qui sont présentes dans ses instances de gouvernance. Constituant, au plan national et territorial, un centre de ressources et d'expertises techniques et scientifiques en appui aux **services** de l'État et des collectivités locales, sa spécificité repose sur un ancrage territorial fort et sur sa capacité à faire le lien entre les **administrations** centrales, les services déconcentrés de l'État, les **collectivités** territoriales et l'ensemble des acteurs qui contribuent à la mise en œuvre des politiques publiques dans les champs de l'aménagement et du développement durable.

Fort de son potentiel de recherche pluridisciplinaire, de son expertise technique et de son savoir-faire transversal, le Cerema intervient notamment dans les domaines de l'aménagement, de l'habitat, de la ville et des bâtiments durables, de la santé environnement, des transports et de leurs infrastructures, de la mobilité, de la sécurité routière, de l'environnement, de la prévention des risques, de la mer, de l'énergie et du climat. Le Cerema met en place des partenariats avec les maîtres d'ouvrage publics et les organismes publics ou privés.

Formé aux techniques et méthodes d'intelligence collective, le Cerema mobilise une expertise pluridisciplinaire et globale qui permet une approche écosystémique de ses interventions. Il dispose d'une ingénierie experte sur un certain nombre de compétences du Département. En outre, il veille dans toutes ses missions à développer une démarche de capitalisation – valorisation en vue d'un essaimage national des méthodes, processus et projets développés.

Le Cerema s'appuiera sur son expertise en matière de participation, résilience, transition, et sur différents outils d'intelligence collective ; il s'appuiera sur les outils et référentiels développés : Boussole de la résilience, Agenda 2030, Vision +21, grille d'auto-évaluation de l'impact environnemental des actions, etc... Le Cerema pourra par ailleurs mobiliser la boîte à outils constituée lors de la construction des CRTE.

Données nécessaires au projet

La Métropole Toulon Provence Méditerranée devra fournir au Cerema tout document qu'elle juge utile à la réalisation de la mission et notamment :

- l'organigramme de la collectivité, le projet métropolitain
- les documents d'élaboration PCAET
- tous les éléments de diagnostic et de stratégie jugés pertinents par la collectivité

Livrable(s)

- Diagnostic sensible
- Diagnostic des impacts du changement climatique dans le domaine de l'aménagement sur le territoire métropolitain
- Cahier méthodologique sur le processus de fabrication des espaces publics
- Fiches de recommandations par espaces publics types (avec distinction court terme / moyen terme)
 - cahier de préconisations court terme / moyen terme site d'expérimentation n°1
 - cahier de préconisations court terme / moyen terme site d'expérimentation n°2
 - cahier de préconisations court terme / moyen terme voirie
 - synthèse des travaux et des préconisations de l'accompagnement pouvant alimenter l'AOP « qualité des espaces publics »

Délai(s)

Date de démarrage = septembre 2024 ; Durée prévisionnelle = 16 mois

Modalités d'exécution de la production

Déroulement de la production (calendrier prévisionnel)

| Nombre de jours accompagnement | | | | | | |
|--|-------------|-----------|-------------|-----------|-------------|---------------|
| Trimestres | 2024 T4 | 2025 T1 | 2025 T2 | 2025 T3 | 2025 T4 | Total général |
| 1. Dispositif de gouvernance et de capitalisation | 3 | 1 | 10 | 3 | 10,5 | 27,5 |
| Conception/animation 4 séminaires gouvernance | 2 | | 2 | 2 | 2 | 8 |
| Pilotage accompagnement équipe cœur | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 5 |
| Rédaction d'un cahier méthodologique sur le processus de fabrication des | | | | | 2,5 | 2,5 |
| Rédaction fiches recommandations espaces types | | | | | 5 | 5 |
| Dispositif d'accompagnement collectif "cohorte" | | | 7 | | | 7 |
| 2. Diagnostics de démarrage de l'accompagnement | 12,5 | | | | | 12,5 |
| Diagnostic sensible (Fabrique des Transitions) | 11 | | | | | 11 |
| Projections fines changement climatique | 1,5 | | | | | 1,5 |
| 3. Expérimentations d'adaptation | | 10 | 7,5 | 16 | | 33,5 |
| Reprise voirie : expertise technique et fiche de préconisation | | | 7,5 | | | 7,5 |
| Site n°1 : expertise technique et fiche de préconisation | | 10 | | | | 10 |
| Site n°2 : expertise technique et fiche de préconisation | | | | 10 | | 10 |
| Conception/animation de 3 dispositifs de concertation (balades sensibles, | | | | 6 | | 6 |
| 4. Traduction stratégie locale : préconisations pour l'OAP "qualité des | | | | | 6,5 | 6,5 |
| Animation réflexion stratégique | | | | | 1 | 1 |
| Préconisations techniques | | | | | 5,5 | 5,5 |
| Total général | 15,5 | 11 | 17,5 | 19 | 17 | 80 |

Coût de la production

| | nb_jours | coût_HT |
|---|-------------|---------------|
| 1. Dispositif de gouvernance et de capitalisation | 27,5 | 26 525 |
| Conception/animation 4 séminaires gouvernance | 8 | 8 000 |
| Pilotage accompagnement équipe cœur | 5 | 5 000 |
| Rédaction fiches recommandations espaces types | 5 | 4 150 |
| Rédaction d'un cahier méthodologique sur le processus de fabrication des espaces publics | 2,5 | 2 375 |
| Dispositif d'accompagnement collectif "cohorte" | 7 | 7 000 |
| 2. Diagnostics de démarrage de l'accompagnement | 12,5 | 11 975 |
| Diagnostic sensible (Fabrique des Transitions) | 11 | 11 000 |
| Projections fines changement climatique | 1,5 | 975 |
| 3. Expérimentations d'adaptation | 33,5 | 29 875 |
| Reprise voirie : expertise technique et fiche de préconisation | 7,5 | 6 875 |
| Site n°1 : expertise technique et fiche de préconisation | 10 | 8 500 |
| Site n°2 : expertise technique et fiche de préconisation | 10 | 8 500 |
| Conception/animation de 3 dispositifs de concertation (balades sensibles, ateliers projectifs...) | 6 | 6 000 |
| 4. Traduction stratégie locale : préconisations pour l'OAP "qualité des espaces publics" | 6,5 | 5 525 |
| Animation réflexion stratégique | 1 | 1 000 |
| Préconisations techniques | 5,5 | 4 525 |
| Total général | 80 | 73 900 |

En sa qualité d'adhérent du Cerema, la Métropole Toulon Provence Méditerranée bénéficie d'une remise de 5 % du coût total de 73 900 € HT de la prestation selon le détail ci-dessus.

Le coût total de la prestation s'élève ainsi à la somme de 70 205 € HT.

Il fait l'objet d'un cofinancement entre les parties.

Le Cerema contribue sur ses fonds **propres** à hauteur de 30 % de ce montant (hors sous-traitance), soit 17 926,50€ HT.

Le montant dû par la collectivité est de 52 278,50 € HT.

La prestation est soumise à l'application de la TVA au Taux en vigueur.

La prestation pourra être facturée après service fait selon l'avancement de chacun des volets.

Tableau des co-financements

| | |
|--|------------------|
| Montant global du projet | 73 900,00 |
| Réduction adhérent (-5%) | -3 695,00 |
| Coût total du projet (HT) | 70 205,00 |
| dont sous-traitance Fabrique des transitions | 10 450,00 |
| Participation Cerema (30% hors sous-traitance) | 17 926,50 |
| Montant dû par la collectivité (HT) | 52 278,50 |

Les conditions générales d'intervention

Les Conditions Générales d'Intervention (CGI) du Cerema s'appliquent à la présente proposition sous réserve des dispositions apportées dans les paragraphes précédents. Elles sont accessibles sur le site du Cerema :

<https://www.cerema.fr/fr/presse/document/conditions-generales-intervention-du-cerema>

Le Cerema Méditerranée est certifié ISO 9001 et ISO 14001, l'organisation du système est définie dans un manuel « Management de l'organisme ». Des actions d'amélioration continue sont engagées par le service pour garantir la qualité de nos prestations et une procédure de traitement des non-conformités et des réclamations client a été mise en place. Ces documents sont disponibles sur demande.